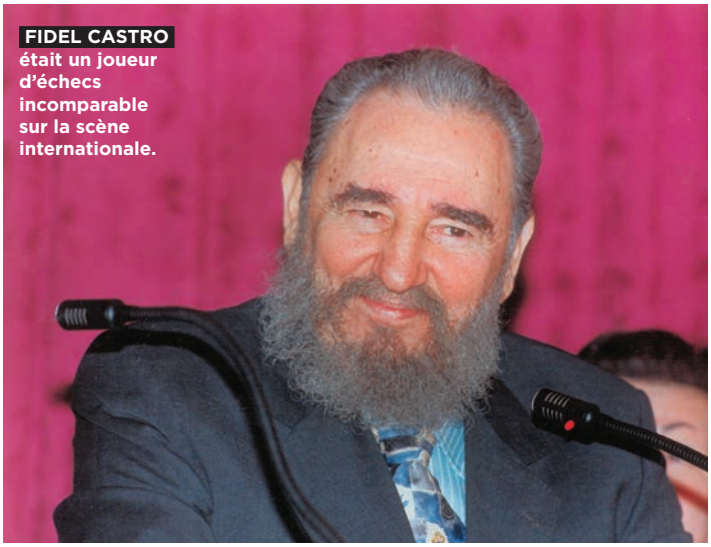
CUBA

Quel Cuba après Fidel ?

La disparition de Fidel Castro, en novembre 2016 marque la fin d'une époque. Le gouvernement cubain actuel doit relever le défi d'« actualiser » le modèle économique tout en conservant les acquis sociaux auxquels les Cubains sont très attachés.

Par Stéphane Witkowski, président du Conseil d'orientation stratégique de l'IHEAL



FIDEL CASTRO était un joueur d'échecs incomparable sur la scène internationale.

DR

Bien que prévisible et s'inscrivant logiquement dans la nature des choses, la disparition de Fidel Castro, le 25 novembre 2016, à quatre-vingt-dix ans symbolise la fin d'une époque et tourne une très belle page de l'Histoire du XXe siècle, dont il était le dernier « géant ». Sa personnalité hors normes – intellectuel, rebelle, révolutionnaire, stratège politique et militaire, réformateur, homme d'État et visionnaire – aura marqué l'histoire de Cuba, celle de l'Amérique latine et de l'Afrique. Il se posait en avocat des déshérités du monde et défenseur des peuples, en quête d'émancipation et d'indépendance. Son soutien à la lutte contre l'apartheid dès l'origine du combat de Nelson Mandela, concrétisée par cette très belle amitié entre les deux hommes, en témoigne.

La personnalité hors normes de Fidel Castro aura marqué l'histoire

C'était aussi un joueur d'échecs incomparable sur la scène internationale, jouant des rapports de force Est-Ouest (Guerre froide), transcendant le clivage Nord-Sud, apôtre du mouvement des non-alignés, considérant qu'indépendance, souveraineté nationale et non-ingérence constituaient des axes majeurs d'une politique étrangère affirmée et volontariste.

Son pouvoir de séduction était impressionnant. Combien de responsables d'entreprises français qui l'avaient rencontré dans le cadre des délégations de Medef International[1] se souviendront de ces rencontres totalement étonnantes ! Une anecdote vaut

1. On notera que la douzième délégation de Medef International à Cuba s'est déroulée du 31 janvier au 3 février 2017.

d'être contée. L'un des conseillers du Commerce extérieur, saluait Fidel Castro au terme d'un dîner qui avait été offert pour la délégation au Palais de la Révolution. Impressionné par la prestance et la taille de son interlocuteur qui le dépassait de quelques centimètres, Fidel demanda discrètement, en chuchotant à son invité, sa taille et son poids, prit son pouls, ferma ses yeux pendant plus d'une minute, regarda sa montre de plongée et donna un chiffre sur la tension évaluée. S'ensuivirent quelques conseils sur la santé, un thème qui le passionnait parmi d'autres sujets. Sa curiosité intellectuelle s'exerçait en tous domaines.

Il appartiendra aux biographes et aux historiens sérieux – avec le recul nécessaire – de dresser un bilan de son action. Comme pour toute œuvre humaine, s'agissant d'une page d'histoire – elle comportera évidemment ses réussites et ses échecs, ses ombres et ses lumières. C'est le propre des « grands hommes », d'être à la fois adulés et haïs et de susciter des débats passionnels. Quand on relit aujourd'hui les réactions virulentes de l'époque suscitées par les assassinats d'Abraham Lincoln (abolition de l'esclavage) et de Gandhi (apôtre de la non-violence), le temps de la réflexion et la mise en perspective relativisent beaucoup « d'indignations ». Mieux vaut raison garder.

Incertitude avec le changement américain

Précisons enfin que n'exerçant plus aucune fonction officielle depuis une dizaine d'années, Fidel Castro se définissait comme le « soldat des idées » et continuait d'être une référence, une personnalité consultée. Chefs d'État et officiels nombreux passaient par La Havane pour le saluer, à l'occasion de leurs visites : personnalités spirituelles ou d'influence, dont les trois derniers papes, dirigeants politiques, hommes d'affaires, intellectuels, artistes et sportifs. Il conservait son rôle de « statue du Commandeur » ; symbolisant une forme de « garantie » aux yeux du monde, intouchable de son vivant, incarnation ultime de la pérennité du régime. Certes, les dirigeants du pays ont toujours considéré que les messages et les idéaux, portés par les guérilleros lors de l'accueil triomphal qui leur a été réservé à La Havane en janvier 1959, devaient primer sur le rôle des hommes.

© ISTOCKPHOTO

CUBA
La légalisation des autoentrepreneurs, témoin des évolutions.

Ils considèrent que « l'institutionnalisation de la Révolution » doit se poursuivre, d'autant que Raul Castro, quatre-vingt-cinq ans, termine son deuxième et dernier quinquennat présidentiel en 2018. Toute la « génération historique », celle de la Révolution qui a été associée aux décisions majeures et de la gestion du pays depuis 1959, cède la place à une nouvelle génération qui prendra la relève. Au terme d'une procédure institutionnelle parfaitement prévue, les futurs dirigeants devront néanmoins asseoir leur autorité, faire face à leur puissant voisin du Nord qui s'est doté d'un nouveau président – de prime abord, imprévisible – confirmer leur légitimité populaire dans une société cubaine vivace, très au fait des réalités du pays, férue de discussions et de débats vifs touchant aux sujets quotidiens et sur les questions économiques, sociales et internationales notamment.

La diplomatie cubaine – pragmatique et de très bon niveau – jugera sur pièce les faits et actes de Donald Trump. Barack Obama aura été assez loin dans le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays y compris, en mettant

fin, le 12 janvier 2017, avant de quitter la Maison Blanche, à un dispositif migratoire « politique pieds secs, pieds mouillés » qui était une puissante incitation à l'exil. Mais la « normalisation » restera au milieu du gué tant que la levée de l'embargo (qui dépend de la majorité républicaine du Congrès) et la restitution de la base de Guantanamo n'auront pas été réglées. Et il manquera toujours un point essentiel que les Cubains attendent depuis longtemps de la part des États-Unis : le respect.

Quelques réformes emblématiques

De son côté, l'équipe économique du gouvernement de Raul Castro a pris la mesure des défis du pays ! « L'actualisation du modèle économique » en cours – selon la terminologie officielle – a permis la mise en œuvre de quelques réformes emblématiques : légalisation des « *cuentapropistas* » (autoentrepreneurs), ouverture progressive au secteur privé, promulgation d'une nouvelle loi sur les investissements étrangers, insertion progressive du pays dans l'économie internationale, multiplication de partenariats avec des pays européens, latino-américains, africains et asiatiques… De l'avis même du gouvernement, le financement externe était devenu une impérieuse nécessité, imposant des hausses annuelles des investissements de 25 à 35 % du Pib (pour mémoire, ce chiffre s'élevait à 4,4 % en 2013[1]). L'objectif serait de porter le taux de croissance à 5 ou 6 % par an en moyenne. Il permettrait au pays, – s'il était maintenu de manière durable –, d'entrer dans la voie du développement et d'acquérir des technologies de pointe. Rodrigo Malmierca, ministre du Commerce extérieur et des Investissements étrangers a présenté le « portefeuille des affaires » comportant 395 projets représentant 3 milliards 600 millions de dollars de capitaux étrangers[2]. Et de préciser : « *L'investissement étranger n'est pas un mal nécessaire. Nous avons besoin de promouvoir son développement. C'est une décision souveraine de Cuba, personne ne nous l'impose. Nous le faisons parce que nous sommes convaincus de son importance pour le progrès du pays* ».

Vers plus d'initiatives privées ?

Rappelons aussi que la finalité affichée de mettre un terme – mais à quelle échéance ? – à la dualité monétaire et de change. Et de développer les exportations, de promouvoir la « zone spéciale de développement de Mariel », de renégocier la question de la dette avec d'autres pays pour gagner en crédibilité financière internationale complètent cette toile de fond économique. Le fil conducteur d'ensemble est de réduire le poids d'une économie trop centralisée, bureaucratique avec des entreprises publiques peu productives et des effectifs pléthoriques. Outre la nécessité de conserver les fameux « acquis sociaux » (conquêtes de la Révolution) auxquels les Cubains sont très attachés, le défi majeur pour le gouvernement est d'envisager une « reconversion » pour une grande partie de la « population active » disposant un statut protecteur comparable à celui des fonctionnaires ou assimilés. Comment trouver une nécessaire adéquation entre le niveau de formation très élevé des citoyens et des métiers, des débouchés et des salaires correspondants ? Les « initiatives privées » se renforcent dans l'entourage

Une ouverture aux investissements étrangers

1. Selon les chiffres fournis par l'Office cubain des statistiques
2. À l'occasion du « Premier forum des investissements » qui s'est tenu en octobre 2016, en marge de la Foire internationale de La Havane (FIHAV).

FIDEL CASTRO Ici avec l'auteur de l'article Stéphane Witkowski qui l'a rencontré à plusieurs reprises.

DR

LA HAVANE Le trafic aérien est en fort développement.

© ISTOCKPHOTO

des « *cuentapropistas* », de nouvelles coopératives se créent et des réflexions en cours portent sur le statut de l'entreprise y compris sous sa forme juridique. De nouveaux acteurs socio-économiques cherchent à prendre leurs marques dans le cadre du « modèle économique » – en cours « d'actualisation » – et qui cherchent à définir les modalités de cette « économie socialiste de marché » dans laquelle les notions de solidarité et d'équité sociale comptent.

Les entreprises françaises bien placées

Dans ce nouveau contexte d'ouverture économique, l'impulsion politique donnée aux relations bilatérales entre la France et Cuba – dans le prolongement des visites « historiques » des présidents François Hollande en mai 2015 à La Havane et de Raul Castro à Paris en février 2016 – donne des perspectives nouvelles pour les entreprises françaises sur l'île. À titre d'exemple, l'accord sur la dette cubaine dans le cadre du Club de Paris (décembre 2015), la mise en œuvre de la « feuille de route économique » entre les deux pays, la visite de Matthias Fekl, secrétaire d'État au Commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger inaugurant les bureaux de l'Agence française de développement (octobre 2016) constituent des étapes encourageantes. Première banque de développement d'un pays membre de l'OCDE à intervenir à Cuba, l'AFD a octroyé un prêt de 25 millions d'euros pour le financement d'un projet agricole pour la relance des filières bovines (lait et viande) dans la province de Camagüey.

L'AFD a ouvert un bureau à Cuba en 2016

D'autres importants projets conjoints dans les secteurs stratégiques pour l'île, comme les énergies renouvelables, les transports et les infrastructures pourraient suivre. L'appel d'offres remporté par le consortium Bouygues - Aéroport de Paris pour la « concession » de l'aéroport de La Havane en août 2016 permettra d'assurer la modernisation, l'agrandissement ainsi que la gestion de l'aéroport international José Marti dans un contexte de fort développement du trafic aérien à Cuba (qui accueille environ 1,75 million de touristes par an).

Les groupes français ont donc pris en compte cette « nouvelle donne » concurrentielle. Les dirigeants cubains ont bien compris qu'ils « actualisaient » leur modèle économique tout en l'insérant progressivement dans l'environnement économique international. La réussite de cet enjeu conditionne la pérennité de « l'institutionnalisation de la Révolution ». Les Cubains nous ont toujours montré, dans le passé, qu'ils savaient relever des défis de taille. ■